

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/L/264
2 novembre 1998

(98-4254)

RAPPORT (1998) DU COMITÉ DES LICENCES D'IMPORTATION

1. En soumettant à des disciplines les utilisateurs de régimes de licences d'importation, l'Accord sur les procédures de licences d'importation (l'Accord) a pour principal objectif d'assurer que les procédures suivies pour accorder des licences d'importation ne restreignent pas en soi les échanges commerciaux. Il vise à simplifier, à clarifier et à réduire au minimum les formalités administratives nécessaires à l'obtention de licences d'importation.
2. Le Comité des licences d'importation (le Comité) a été institué pour donner aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur toutes questions concernant le fonctionnement de l'Accord ou la réalisation de ses objectifs.
3. Tous les Membres de l'OMC sont membres de droit du Comité. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. En outre, les représentants du FMI, de la CNUCED et de la Banque mondiale assistent aux réunions du Comité en qualité d'observateurs.
4. Le Comité a tenu deux réunions, le 24 avril et le 20 octobre 1998 (G/LIC/M/7 et 8). À sa réunion d'avril 1998, le Comité a élu Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire) à la présidence et M. Marshall Couper (Nouvelle-Zélande) à la vice-présidence pour 1998. Conformément au règlement intérieur du Comité, ils ont pris leurs fonctions à la fin de la réunion.
5. Au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord, tous les Membres sont tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives en matière de licences d'importation. Au cours de la période visée par le présent rapport, le Comité a reçu des notifications des 19 Membres suivants: Brésil; Communautés européennes; Corée; Hongrie; Hong Kong, Chine; Indonésie; Madagascar; Maurice; Nigéria; Panama; Philippines; Qatar; République tchèque; Saint-Kitts-et-Nevis; Singapour; Tchad; Trinité-et-Tobago; Turquie; et Zimbabwe. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, 57 Membres (les Communautés européennes et leurs États membres comptant pour un) ont notifié leur législation et/ou leurs publications conformément à ces dispositions. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/1/-.
6. Au titre de l'article 7:3 de l'Accord, tous les Membres sont tenus de remplir, chaque année pour le 30 septembre, le Questionnaire sur les procédures de licences d'importation.¹ Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, 55 Membres (les Communautés européennes et leurs États membres comptant pour un) ont présenté des notifications au titre de cette disposition. Parmi celles-ci figurent les réponses au questionnaire adressées par onze Membres en 1995, 22 Membres en 1996, 25 Membres en 1997 et 24 Membres en 1998. Au cours de la période visée par le présent rapport, le Comité a reçu des notifications des Membres suivants: Bolivie; Brésil; Chypre; Corée; Costa Rica; États-Unis; Haïti; Hong Kong, Chine; Hongrie; Indonésie; Islande; Jamaïque; Japon; Malte; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Panama; Philippines; Qatar; Suisse;

¹ Annexé au document G/LIC/3.

Trinité-et-Tobago; Turquie; et Zimbabwe. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/3/-.

7. Le Comité a également reçu, au titre de l'article 5 de l'Accord, des notifications relatives à l'établissement de procédures de licences d'importation ou à la modification de ces procédures des Membres suivants: Brésil; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Japon; Mexique; Nigéria; Panama; Papouasie-Nouvelle-Guinée; et Singapour. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/2/-.

8. À sa réunion du 20 octobre 1998, le Comité a examiné la situation concernant le recours aux dispositions de l'Accord relatives à l'application différée par 24 pays en développement Membres depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Il a été noté que le délai de deux ans autorisé par l'Accord était venu à expiration pour tous ces Membres, et les obligations de l'article 2:2 a) ii) et a) iii) s'appliquent donc à tous les Membres actuels de l'OMC. Il a été rappelé que le recours à ces dispositions n'exemptait pas les Membres concernés de l'obligation de présenter des notifications au titre de l'Accord. Les notifications obligatoires portaient sur les publications et les législations relatives aux régimes de licences d'importation et sur les réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation qui devaient être présentées pour le 30 septembre de chaque année. Les Membres qui n'avaient pas encore présenté les notifications requises au titre de l'Accord ont été instamment priés de le faire le plus tôt possible.

9. Le Comité a aussi procédé à son second examen biennal de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord, conformément à l'article 7:1, sur la base d'un rapport factuel établi par le Secrétariat (G/LIC/W/10 et G/LIC/M/8).

10. À la demande du Conseil du commerce des marchandises, le Comité a également eu un échange de vues préliminaire sur les aspects de la facilitation des échanges qu'il considérait comme se rapportant à l'Accord. Il est convenu de poursuivre le débat aux réunions ultérieures du Comité en février 1999 en vue d'établir d'un commun accord un rapport au Conseil du commerce des marchandises pour les discussions informelles que le Conseil tiendra à ce sujet en mars 1999 (G/LIC/M/8).

11. Le Comité a été régulièrement le cadre de débats concernant certaines notifications que des Membres lui ont présentées et les préoccupations que des notifications ont causées. Il convient de noter que l'obligation d'adresser des notifications énoncée aux articles 1:4 a), 8:2 b) et 7:3 n'a été respectée que par la moitié environ des Membres de l'OMC. On trouvera en annexe l'état actuel des notifications. Compte tenu de cette situation, le Comité, reconnaissant l'importance des notifications pour la mise en œuvre et le fonctionnement efficaces de l'Accord, demande instamment aux Membres de s'acquitter de leurs obligations en matière de notification.

ANNEXE**Notifications**

Membres	Note de bas de page 5 relative à l'article 2:2 Application différée pendant deux ans (date de l'accession à l'OMC)	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Afrique du Sud		Non notifiées	G/LIC/N/3/ZAF/1 (13.5.97)	G/LIC/N/2/ZAF/1 (9.7.97)
Angola		Non notifiées	Non notifiées	
Antigua-et-Barbuda		Non notifiées	Non notifiées	
Argentine		G/LIC/N/1/ARG/1-2 (19.12.97)	G/LIC/N/3/ARG/1 + Corr.1 & ARG/2 (19.12.97)	G/LIC/N/2/ARG/1-3 (15.1.97)
Australie		G/LIC/N/1/AUS/1 & Add.1 (28.4.97)	G/LIC/N/3/AUS/1 & Rev.1 (28.4.97)	
Bahrein		G/LIC/N/1/BHR/1 (27.5.97)	Non notifiées	
Bangladesh	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Barbade		G/LIC/N/1/BRB/1 (4.10.96)	G/LIC/N/3/BRB/1 (15.9.95)	
Belize		Non notifiées	Non notifiées	
Bénin		G/LIC/N/1/BEN/1 (18.12.96)	Non notifiées	
Bolivie	G/LIC/1/Add.2 (13.9.95)	G/LIC/N/1/BOL/1 (29.5.97)	G/LIC/N/3/BOL/1-2 + Corr.1 (24.8.98)	
Botswana		Non notifiées	Non notifiées	
Brésil	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/1/BRA/1 (24.4.98)	G/LIC/N/3/BRA/1 (24.4.98)	G/LIC/N/2/BRA/1 (24.4.98)
Brunéi Darussalam		Non notifiées	G/LIC/N/3/BRN/1 (4.3.97)	
Bulgarie		G/LIC/N/1/BGR/1 (20.3.97)	G/LIC/N/3/BGR/1 (20.3.97)	
Burkina Faso	G/LIC/1/Add.1 (3.6.95)	G/LIC/N/1/BFA/1 (8.1.97)	G/LIC/N/3/BFA/1 (8.1.97)	
Burundi		Non notifiées	Non notifiées	
Cameroun	G/LIC/1/Add.3 (13.12.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Canada		G/LIC/N/1/CAN/1 (29.1.96)	G/LIC/N/3/CAN/1-2 (2.10.97)	
Chili		G/LIC/N/1/CHL/1 (16.7.96)	G/LIC/N/3/CHL/1 & Add.1 (9.9.97)	
Chypre		G/LIC/N/1/CYP/1 (30.5.96)	G/LIC/N/3/CYP/1+ Rev.1 & CYP/2 (28.8.98)	
Colombie	G/LIC/1 (30.4.95)	G/LIC/N/1/COL/1 (12.1.96)	G/LIC/N/3/COL/1 & Add.1 (2.11.96)	
Communautés européennes		G/LIC/N/1/EEC/1/Rev.2 & Add.1-2 & EEC/2 (12.1.98)	G/LIC/N/3/EEC/1 (29.7.97)	G/LIC/N/2/EEC/1-2 (4.7.97)
Congo		Non notifiées	Non notifiées	
Corée		G/LIC/N/1/KOR/1-3 (3.4.98)	G/LIC/N/3/KOR/1-2 (6.4.98)	
Costa Rica	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/1/CRI/1 (21.11.95)	G/LIC/N/3/CRI/1-2 (7.5.98)	
Côte d'Ivoire	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Cuba		G/LIC/N/1/CUB/1 (11.1.96)	Non notifiées	
Djibouti		Non notifiées	Non notifiées	
Dominique		Non notifiées	Non notifiées	
Égypte		Non notifiées	Non notifiées	
El Salvador	G/LIC/1 (7.5.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Émirats arabes unis	G/LIC/1/Add.3 (10.4.96)	G/LIC/N/1/ARE/1 (19.3.97)	Non notifiées	
Équateur		Non notifiées	G/LIC/N/3/ECU/1 (1.8.95)	
États-Unis		G/LIC/N/1/USA/1 & Rev.1 (1.10.96)	G/LIC/N/3/USA/1-2 (1.10.98)	
Fidji		G/LIC/N/1/FJI/1 (30.7.97)	G/LIC/N/3/FJI/1 (1.4.97)	
Gabon	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Gambie		Non notifiées	G/LIC/N/3/GMB/1 (31.10.97)	
Ghana		Non notifiées	Non notifiées	
Grenade		Non notifiées	Non notifiées	
Guatemala	G/LIC/1/Add.1 (21.7.95)	Non notifiées	Non notifiées	

Membres	Note de bas de page 5 relative à l'article 2:2 Application différée pendant deux ans (date de l'accèsion à l'OMC)	Articles 1:4 a)8:2 b) Publications/législations (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Guinée, Rép. de		Non notifiées	Non notifiées	
Guinée-Bissau		Non notifiées	Non notifiées	
Guyana		Non notifiées	Non notifiées	
Haïti		Non notifiées	G/LIC/N/3/HTI/1 (27.2.98)	
Honduras	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/1/HND/1 (31.10.96)	Non notifiées	
Hong Kong, Chine		G/LIC/N/1/HKG/1-4 (20.4.98)	G/LIC/N/3/HKG/1 + Rev.1-2, HKG/2 (30.9.98)	G/LIC/N/2/HKG/1-2 (27.1.98)
Hongrie		G/LIC/N/1/HUN/1-2 (19.1.98)	G/LIC/N/3/HUN/1-2 (19.1.98)	G/LIC/N/2/HUN/1 (19.1.98)
Iles Salomon		Non notifiées	Non notifiées	
Inde		G/LIC/N/1/IND/1/Rev.1 (2.5.97)	G/LIC/N/3/IND/1 (29.11.95)	G/LIC/N/2/IND/1 (29.5.98)
Indonésie	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/1/IDN/1 (27.10.98)	G/LIC/N/3/IDN/1 (27.10.98)	
Islande		Non notifiées	G/LIC/N/3/ISL/1 (1.9.98)	
Israël		Non notifiées	Non notifiées	
Jamaïque		G/LIC/N/1/JAM/1 (1.7.96)	G/LIC/N/3/JAM/1 (29.5.98)	
Japon		G/LIC/N/1/JPN/1 & JPN/2/Rev.1 (7.1.97)	G/LIC/N/3/JPN/1 + Corr.1 (2.4.98)	G/LIC/N/2/JPN/1-2 (18.8.98)
Kenya	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/3/KEN/1 (10.11.97)	G/LIC/N/3/KEN/1 (10.11.97)	
Koweït		Non notifiées	Non notifiées	
Lesotho		Non notifiées	Non notifiées	
Liechtenstein		G/LIC/N/1/LIE/1 (18.4.97)	G/LIC/N/3/LIE/1 (18.4.97)	G/LIC/N/2/LIE/1 (18.4.97)
Macao		Non notifiées	Non notifiées	
Madagascar		G/LIC/N/1/MDG/1 (28.1.98)	Non notifiées	
Malaisie	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	G/LIC/N/3/MYS/1 (4.12.97)	G/LIC/N/2/MYS/1 (31.3.95)
Malawi		Non notifiées	Non notifiées	
Maldives		Non notifiées	Non notifiées	
Mali		Non notifiées	G/LIC/N/3/MLI/1 (9.5.97)	
Malte		G/LIC/N/1/MLT/1 (29.5.96)	G/LIC/N/3/MLT/1-2 (17.7.98)	
Maroc		G/LIC/N/1/MAR/1 (3.7.96)	G/LIC/N/3/MAR/1-2 (22.12.97)	
Maurice		G/LIC/N/1/MUS/1 & Add.1-3 (4.5.98)	G/LIC/N/3/MUS/1 (2.11.95)	
Mauritanie		Non notifiées	Non notifiées	
Mexique		Non notifiées	Non notifiées	G/LIC/N/2/MEX/1 (16.10.98)
Mongolie		Non notifiées	Non notifiées	
Mozambique		Non notifiées	Non notifiées	
Myanmar	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Namibie		Non notifiées	G/LIC/N/3/NAM/1 (28.2.97)	
Nicaragua		G/LIC/N/1/NIC/1 (18.7.96)	Non notifiées	
Niger		G/LIC/N/1/NER/1 (10.12.97)	Non notifiées	
Nigéria		G/LIC/N/1/NGA/1 (16.2.98)	G/LIC/N/3/NGA/1-2 (16.2.98)	G/LIC/N/2/NGA/1-2 (16.2.98)
Norvège		G/LIC/N/1/NOR/1-2 (3.11.97)	G/LIC/N/3/NOR/1 + Corr.1 & NOR/2 + Add.1 (2.11.98)	
Nouvelle-Zélande		G/LIC/N/1/NZL/1 (2.8.96)	G/LIC/N/3/NZL/1 + Add.1 (24.3.98)	
Ouganda		G/LIC/N/1/UGA/1 (16.8.96)	G/LIC/N/3/UGA/1 (17.6.97)	
Pakistan		G/LIC/N/1/PAK/1 (6.5.96)	Non notifiées	G/LIC/N/2/PAK/1 (6.5.96)
Panama		G/LIC/N/1/PAN/1-2 (19.10.98)	G/LIC/N/3/PAN/1 (19.10.98)	G/LIC/N/2/PAN/1 (21.7.98)
Papouasie-Nouvelle-Guinée		Non notifiées	Non notifiées	G/LIC/N/2/PNG/1 (6.2.98)

Membres	Note de bas de page 5 relative à l'article 2:2 Application différée pendant deux ans (date de l'accèsion à l'OMC)	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Paraguay		Non notifiées	Non notifiées	
Pérou		G/LIC/N/1/PER/1 (13.2.96)	G/LIC/N/3/PER/1 (27.8.96)	
Philippines		G/LIC/N/1/PHL/1 (6.4.98)	G/LIC/N/3/PHL/1-2 (6.4.98)	
Pologne		Non notifiées	G/LIC/N/3/POL/1 (7.10.97)	
Qatar		G/LIC/N/1/QAT/1 (24.3.98)	G/LIC/N/3/QAT/1 (24.3.98)	
République centrafricaine		Non notifiées	Non notifiées	
République démocratique du Congo		Non notifiées	Non notifiées	
République dominicaine	G/LIC/1/Add.2 (9.3.95)	Non notifiées	Non notifiées	
République slovaque		Non notifiées	Non notifiées	
République tchèque		G/LIC/N/1/CZE/1 (28.10.98)	Non notifiées	
Roumanie		G/LIC/N/1/ROM/1 (4.9.96)	G/LIC/N/3/ROM/1 (4.9.96)	G/LIC/N/2/ROM/1 (3.10.95)
Rwanda		Non notifiées	Non notifiées	
Sainte-Lucie		Non notifiées	Non notifiées	
Saint-Kitts-et-Nevis		G/LIC/N/1/KNA/1 (17.7.98)	Non notifiées	
Saint-Vincent-et-les Grenadines		Non notifiées	Non notifiées	
Sénégal		Non notifiées	G/LIC/N/3/SEN/1 (20.1.97)	
Sierra Leone		Non notifiées	Non notifiées	
Singapour		G/LIC/N/1/SGP/1-2 (2.11.98)	G/LIC/N/3/SGP/1-2 (17.11.97)	G/LIC/N/2/SGP/1 (2.11.98)
Slovénie		G/LIC/N/1/SVN/1 (27.11.96)	G/LIC/N/3/SVN/1 (6.6.97)	
Sri Lanka	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Suisse		G/LIC/N/1/CHE/1 (14.4.97)	G/LIC/N/3/CHE/1-2 (28.10.98)	G/LIC/N/2/CHE/1 (14.4.97)
Suriname		Non notifiées	Non notifiées	
Swaziland		G/LIC/N/1/SWZ/1 (19.8.96)	Non notifiées	
Tanzanie		Non notifiées	Non notifiées	
Tchad		G/LIC/N/1/TCD/1 (22.7.98)	Non notifiées	
Thaïlande	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Togo		Non notifiées	Non notifiées	
Trinité-et-Tobago		G/LIC/N/1/TTO/1 (28.10.98)	G/LIC/N/3/TTO/1-2 (28.10.98)	
Tunisie	G/LIC/1 (29.3.95)	G/LIC/N/1/TUN/1 (3.10.96)	G/LIC/N/3/TUN/1 (31.10.96)	
Turquie	G/LIC/1 (26.3.95)	G/LIC/N/1/TUR/1 & TUR/2/Rev.1 (8.5.98)	G/LIC/N/3/TUR/1-2 + Corr.1 (8.5.98)	
Uruguay	G/LIC/1 (1.1.95)	G/LIC/N/1/URY/1 (4.9.96)	G/LIC/N/3/URY/1 (4.9.96)	
Venezuela	G/LIC/1 (1.1.95)	Non notifiées	Non notifiées	
Zambie		Non notifiées	Non notifiées	
Zimbabwe		G/LIC/N/1/ZWE/1-2 (21.9.98)	G/LIC/N/3/ZWE/1 (21.9.98)	
TOTAL DES NOTIFICATIONS	24	57	55	18